

Au cœur d'une crise globale

Notre réflexion ne se situe pas dans une période de stabilité, mais au cœur d'une crise globale, à la fois écologique, financière, économique, sociale, culturelle et politique, mais aussi géopolitique, et alimentaire dans les pays du sud.

Un capitalisme opposé depuis toujours à l'échange marchand

La logique capitaliste poursuit depuis quatre à cinq siècles un objectif central : marchandiser le monde pour accumuler du profit sans limites. Jean-François Draperi, reprenant Braudel, décrit le développement de l'échange marchand depuis le Moyen Âge, puis l'émergence des premiers négociants capitalistes avec le commerce dans des pays lointains, qui permet de s'affranchir des surveillances ordinaires¹. Fernand Braudel oppose l'échange marchand (concurrentiel et transparent) au capitalisme (sophistiqué et dominant) qui naît du détournement des règles marchandes. La tendance au monopole est ainsi au fondement du capitalisme. « Il est vraiment nécessaire de distinguer le marché du capitalisme, c'est-à-dire l'échange marchand de l'échange capitaliste. L'échange marchand est plurimillénaire et c'est un échange entre deux personnes ou deux groupes de personnes autour d'un produit ; il est concurrentiel et transparent. L'échange capitaliste, qui est né après les grandes découvertes, est à tendance monopolistique et il est opaque. Il ne repose pas sur une convention entre deux acteurs, mais sur un rapport de forces pur, qui détruit les termes de l'échange² ».

« La majorité des entreprises, en France comme dans le monde, sont des entreprises marchandes et privées. Leur capital n'est qu'un outil de travail pour créer une activité économique. L'économie contemporaine est cependant dominée par l'économie capitaliste qui tend à imposer ses normes aux autres formes. Cette économie est organisée sur la base de sociétés anonymes de capitaux. Le pouvoir y est en proportion du capital détenu, et la finalité est de rémunérer les capitaux placés. Les actifs, salariés ou clients, abandonnent le pouvoir politique aux actionnaires. C'est le résultat financier qui prime³ ».

L'empreinte du capitalisme financier et mondialisé sur la société contemporaine

Depuis trente ans, un nouvel esprit du capitalisme⁴ a émergé sous l'influence de quatre facteurs principaux :

- une révolution de l'information, qui a bouleversé notre vie quotidienne et l'organisation collective autant que l'électricité il y a un siècle. « L'entrée dans cette ère informationnelle met aujourd'hui à la disposition des humains des richesses (biens et services) en quantité considérable. Mise au service du profit, elle sécrète de nouvelles inégalités : croissance du chômage, exclusion, résurgence des grandes épidémies. Dans une autre optique, cette percée pourrait permettre l'épanouissement matériel de chacun et livrer des capacités relationnelles infinies⁵ ». Elle permet le transfert instantané des informations et des capitaux d'un bout à l'autre de la planète (il y a un siècle il fallait six jours de bateau pour transporter de l'or de Paris à New York). Le développement d'Internet bouleverse les relations humaines et change notre relation au réel.
- l'abaissement des coûts de transport qui a permis de mettre en place une nouvelle division internationale du travail. Il est aujourd'hui moins cher d'expédier du bois en Chine et de réimporter des meubles que de les produire sur place.
- le remplacement de l'organisation hiérarchique par des petites équipes constituées autour de projets et l'avènement du travail en réseaux, en lien avec l'élévation du niveau de formation dans les années 1960 et les

¹ Jean-François Draperi, *Rendre possible un autre monde. Économie sociale, coopératives et développement durable*, Éditions Presses de l'économie sociale, 2005.

² Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, tome 2, « Les jeux de l'échange », p 201 et suiv.

³ Jean-François Draperi, *op.cit.*

⁴ Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Seuil, 1999.

⁵ Jacques Robin, *Changer d'ère*, 1989. Dans ce livre prophétique Jacques Robin (cofondateur avec Patrick Viveret de la revue *Transversales Sciences Cultures*) avait prévu dès 1989 nombre des bouleversements que nous connaissons et soulevé les problèmes politiques et éthiques qui en découlent. Toujours d'actualité.

révoltes des années 1968, qui ont convaincu les dirigeants capitalistes de tenir compte de l'aspiration à l'autonomie⁶.

- la chute de l'Union soviétique en 1989, minée par la contestation interne et l'essoufflement du socialisme bureaucratique et centralisé. Le rapport de forces géopolitique antérieur étant rompu, le capitalisme mondialisé dans sa version néolibérale s'est présenté comme triomphant et sans alternatives (cf. le « TINA », *There is no alternative* de Margaret Thatcher).

La globalisation (mondialisation) de l'économie et surtout des marchés financiers ont modifié radicalement les rapports de forces entre les États, les entreprises et les institutions financières de taille internationale, mais aussi entre les forces sociales. En effet, la mobilité des capitaux rend capables les grandes entreprises de mettre en concurrence les pays et les travailleurs, d'organiser le dumping social et fiscal, et leur puissance leur donne la possibilité d'influencer et de contrôler les décisions politiques (notamment au niveau européen). Elle leur permet aussi de contrôler les médias, de façonner les modes de pensée et d'orienter le mode de reproduction des élites en en contrôlant aussi l'enseignement supérieur. Pour revenir à Braudel, le monde est dominé par une économie capitaliste qui ne connaît que le rapport de forces, qui produit de l'extrême pauvreté et de l'extrême richesse, des dégâts environnementaux considérables, le façonnage des consciences et au niveau mondial une multiplication des guerres fratricides.

Par conséquent, depuis vingt ans, le capitalisme triomphant envahit tous les domaines de la vie. Au niveau économique, la pression croissante des actionnaires sur les dirigeants subordonne la logique de production à la logique financière. Au niveau politique, les forces économiques et financières contournent les règles de droit des différents pays et vident les démocraties de leur contenu. Au niveau des mentalités, l'idéologie de la consommation et du chacun-pour-soi a beaucoup progressé dans les têtes, et tout ce qui fait obstacle à l'émergence d'un *homo economicus* est combattu ou dévalorisé. Beaucoup de ceux qui sont chargés de promouvoir une vision plus humaine acceptent de respecter les tabous du système : ne pas parler de l'inacceptable, ne pas faire le lien entre les idées et la réalité. Les appareils éducatifs, idéologiques ou religieux tournent à vide sur des généralités, mais composent de fait avec les forces dominantes.

Dans cette situation, les associations, et notamment les associations d'éducation populaire, ont leur part de responsabilité lorsqu'elles renoncent à jouer leur rôle d'éducation émancipatrice pour assurer leur survie quelque temps encore. En effet, de tout temps elles ont constitué un levier important pour promouvoir les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité et pour faire prendre conscience aux citoyens de leur capacité d'agir, en leur permettant de comprendre le monde et de s'ouvrir.

Crise financière et fuite en avant

Le secteur bancaire s'est effondré au niveau mondial d'août 2007 à octobre 2008, tarissant les sources de financement des entreprises et des ménages et provoquant une récession à l'échelle de la planète. Pendant quelques mois, la domination idéologique du système s'est affaiblie. Les esprits se sont ouverts à des questions fondamentales sur les raisons de la crise et sur d'autres possibles. Mais cela n'a pas duré car les machines à produire de l'explication ont fonctionné à plein régime. Il est essentiel pour les associations de comprendre aujourd'hui d'où vient cette crise, sa réalité et ses causes, car elle sert de justificatif au recul des politiques publiques qui les concernent.

La crise financière est une conséquence directe de la dérégulation et du néolibéralisme triomphant depuis les années 1980⁷. Elle est liée en particulier à l'accroissement des marchés des produits dérivés, qui sont générateurs de profits très importants pour les institutions financières disposant d'un surcroît d'information, mais aussi de risques incontrôlés pour l'ensemble du système bancaire, ainsi que pour les collectivités et les petits épargnants. En quelques semaines, après la faillite de la banque américaine Lehmann Brothers, on s'est aperçu que de nombreuses banques risquaient la faillite pour avoir spéculé sans mesure et sans contrôle et le crédit s'est asséché.

Les gouvernements ont alors injecté des masses d'argent considérables pour renflouer les banques et autres institutions financières menacées de faillite. Au niveau de l'Europe, cette aide a représenté 600 milliards d'euros de 2008 à 2009, soit 5,4 % du PIB, puis à nouveau 1000 milliards en 2011-2012 (7 % du PIB). Au lieu de

⁶ Sur l'évolution du management dans les années 1990 et le lien avec mai 68, voir Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, 1999, pages 241 à 285. Ce chapitre illustre la façon dont le système a répondu aux critiques en leur faisant droit en partie, mais en partie seulement, et a montré ainsi sa capacité d'adaptation en utilisant la critique qui lui est faite, même radicale. Il montre aussi comment une partie des représentants de la « génération 68 », une fois satisfaite leur revendication d'autonomie, sont devenus de bons dirigeants du néolibéralisme

⁷ Tout ce paragraphe reprend l'essentiel de l'analyse développée dans le fascicule auquel on pourra se référer pour plus de compréhension « Pourquoi la crise financière, comment s'en sortir » Didier Minot, Fascicule n° 20 de *RECIT*, février 2012 6€

reprendre en main le secteur bancaire par sa nationalisation, les États ont sans condition procuré aux banques suffisamment d'argent pour compenser les crédits défaillants et leur permettre d'échapper à l'insolvabilité. Mais les banques ont utilisé ces fonds pour acheter des dettes d'État d'un rendement plus élevé, prêter l'argent reçu à des taux beaucoup plus élevés, et le plus souvent redéposer ces fonds auprès de leur banque centrale en empochant la différence.

En 2010, on s'aperçut que les États s'étaient beaucoup trop endettés et que le secteur bancaire avait entraîné des États dans le surendettement. Les institutions financières (les mêmes banques !) se sont alors retournées contre les États pour exiger des taux d'intérêt beaucoup plus élevés, notamment des pays les plus fragiles (Grèce, Espagne, Portugal). Grâce à la complicité des agences de notation, elles ont fait payer aux États un risque qu'elles ne couraient pas puisqu'en cas de faillite, elles sont renflouées par les États. Les États ont déversé dans le puits sans fond des déficits bancaires des crédits si considérables qu'ils ne seront jamais honorés. L'insolvabilité des banques est devenue la leur.

Les institutions financières et les milieux acquis au néolibéralisme (les institutions financières, le FMI, la BCE, en France le MEDEF) se sont alors aperçus qu'ils pouvaient exiger des États qu'ils remettent en cause le niveau des dépenses publiques et les droits fondamentaux issus des conquêtes sociales du XIX^e et du XX^e siècle. Sous leur pression, ceux-ci ont mis en place des plans de rigueur successifs. Ces mesures sont présentées à l'opinion comme une nécessité pour « répondre à l'inquiétude des marchés ». Il s'agit de « rétablir la confiance des marchés » etc. Il faut traduire ce langage codé. Les marchés ne sont rien d'autre que les institutions financières dominantes. 80 % des transactions sont réalisées au niveau mondial par 700 institutions financières, dont Axa, le Crédit Agricole ou la Société générale...qui ont été sauvées en 2009. Et en 2011, mis à part le Crédit Agricole qui paie ses excès spéculatifs, les banques n'ont pas lieu d'être inquiètes. Comme le précise le site Banque SAV, « l'année 2010 a été marquée par un fort retour aux bénéfices des banques, à des niveaux jamais atteints depuis 2007, la crise semble être effacée. Cette rentabilité retrouvée est due à une forte diminution du coût du risque, à l'augmentation de l'activité commerciale des banques de détail et à la maîtrise des charges d'exploitation. N'oublions pas non plus les marges d'intermédiations qui sont très lucratives avec la baisse des taux directeurs de la BCE (Banque Centrale Européenne)⁸ ». De leur côté, les entreprises du CAC 40 ont maintenu des niveaux de profits très importants (73 milliards d'euros en 2011)⁹ et ont versé près de 40 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires.

Démarche suicidaire ou offensive contre l'État social ?

Au vu de ces résultats, on peut s'interroger : le capitalisme financier est-il en crise ? Deux réponses peuvent être apportées à cette question, qui comportent chacune leur part de vérité.

Certains, comme Paul Jorion, soulignent dans *Le Monde de l'économie* que les démarches spéculatives ont repris comme avant la crise de 2007 sans qu'aucun mécanisme de régulation n'ait été mis en place. Analysant « le comportement suicidaire de la finance¹⁰ », il montre que les banques américaines se sont opposées avec succès à la mise en place de tels mécanismes, destinés à éviter la répétition des événements qui ont entraîné leur chute il y a cinq ans. Le même phénomène peut s'observer aujourd'hui en France : alors que les engagements de campagne du Président de la République prévoient la séparation des activités de dépôt des banques de leurs activités spéculatives, les mesures adoptées sont beaucoup plus timides et seront sans doute inefficaces, sous la pression du lobby bancaire. Paul Jorion observe que « toute mesure préventive d'un nouveau désastre étant systématiquement désamorcée, celui-ci devient inéluctable. ». Il fait le parallèle avec les civilisations anciennes qui ont disparu du fait de l'incapacité de leurs gouvernements et de leurs élites à se représenter clairement le processus d'effondrement en cours, ou à le prévenir en raison d'une attitude de défense « court termiste » de leurs privilèges.

D'autres s'interrogent : « pourquoi les gouvernements européens mènent-ils une telle politique ? » On sait en effet que les privatisations ne sont pas source d'économies mais de profits privés : diminuer les pensions de retraites et les remboursements de soins développe le recours aux assureurs privés, tordre le cou de l'hôpital public développe les cliniques privées. Depuis que la gestion de la SNCF est privatisée, les trains sont plus chers et ils roulent plus mal. De nombreuses voix de tous bords ont souligné l'effet dépressif des restrictions qui concernent les salariés, les services publics, la protection sociale et les structures porteuses d'intérêt général, en particulier les associations. On sait que cet effet dépressif de ces mesures va accroître la dette, et donc la rente des institutions financières.

⁸ <http://www.banquesav.fr/2011/03/04/classement-des-banques-francaises/>

⁹ Voir l'analyse http://lexpansion.lexpress.fr/entreprise/ce-qu-il-faut-savoir-sur-les-super-profits-du-cac-40_286237.html

¹⁰ « Le comportement suicidaire de la finance », par Paul Jorion http://www.lemonde.fr/economie/article/2012/10/08/le-suicide-de-la-finance_1771946_3234.html

Pour Pierre Khalfa¹¹, « l'aveuglement idéologique et la bêtise ne sont pas à exclure, comme en témoigne la crise des années 1930 où l'on a vu les gouvernements de l'époque prendre à chaque fois les mauvaises décisions. Une autre hypothèse, non contradictoire, peut cependant être envisagée, celle de l'effet d'aubaine. Comme l'avait analysé Naomi Klein dans son ouvrage « La stratégie du choc », il s'agit aussi pour les classes dirigeantes de saisir l'occasion pour remettre en cause frontalement les droits sociaux qui avaient été concédés auparavant et qu'elles n'avaient pas encore réussi à éradiquer¹² ». Dans cette hypothèse, la crise, produit des politiques néolibérales, est aussi une opportunité pour parachever le modèle néolibéral¹³.

La croissance ... des inégalités

Partout dans le monde, la libéralisation des échanges et le recul des États ont conduit à un nombre croissant de chômeurs, de pauvres, d'exclus privés de tout moyen de production et de subsistance, même dans les pays les plus riches et même pendant les périodes de croissance. On compte en France 5,2 millions de chômeurs, 8 millions en dessous du seuil de pauvreté. On ne pourra pas sauvegarder la paix à terme si 1 % de la population mondiale accapare 45 % de la richesse mondiale et 50 % de la population mondiale se partagent 1 % de la richesse mondiale¹⁴ ! Depuis vingt ans, le monde a régressé en termes de solidarités. Selon le PNUD, le produit par tête a régressé dans quatre-vingts pays entre 1980 et 1995, un milliard d'individus ont vu leur revenu diminuer, la dette des pays pauvres s'est accrue¹⁵. Une part croissante de la richesse mondiale est stérilisée par l'économie de la drogue, les dépenses militaires, la spéculation. Une violence inouïe envahit la planète (terrorismes, guerres, délinquances, drogues...) sous la houlette de multiples mafias ou des firmes multinationales qui prennent le pouvoir dans de nombreux domaines (eau potable, armement, immigration, manipulation génétique...) en asservissant particulièrement les pays du Sud. Ces agissements sont tolérés et intégrés dans le système. Certains pays sont gouvernés par des individus corrompus, ou mafieux. La corruption est un système de gouvernement dans de nombreux pays. Les limites entre argent propre et argent sale s'estompent dès lors que tous les réseaux bancaires ont ouvert des centaines de bureaux dans les paradis fiscaux.

¹¹ <http://www.sundep-paris.org/spip.php?article346>

¹² Voir aussi la déclaration de Denis Kessler citée au chapitre précédent et la note 64

¹³ Voir le travail de Jean Gadrey.

¹⁴ Source médiapart <http://blogs.mediapart.fr/blog/yves-besancon/240212/de-l-inegalite-dans-la-repartition-des-richesses>

¹⁵ Celle-ci absorbe un tiers des recettes publiques de ces pays, les empêchant de faire les investissements nécessaires à l'éducation et à la santé de leur population.